

ÉDITORIAL

Le pari gagné de Pedro Sanchez

Il serait hardi de proclamer que la gauche est de retour en Europe. Une hirondelle-ibérique en l'occurrence - ne fait pas le printemps. Mais la nette victoire de Pedro Sanchez aux législatives en Espagne est un signal encourageant pour les socialistes européens, qui espèrent garder dans un mois un groupe suffisant pour peser sur les choix de l'Union européenne dans les cinq ans qui viennent.

En attendant, le chef du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) peut savourer sa victoire. Lui qui était arrivé au pouvoir à Madrid par l'effraction d'une motion de censure contre le chef de la droite, Mariano Rajoy, et qui dirigeait un gouvernement ultra-minoritaire, voit son choix d'un coup de barre à gauche validé par les électeurs. Ces derniers ont même désavoué les radicaux de Podemos, qui rêvaient d'envoyer les socialistes au

rencard, et qui se retrouvent en posture de demandeurs dans l'hypothèse d'une coalition à gauche.

Toujours minoritaire mais désormais dominant, Sanchez peut éteindre les voix discordantes de son parti. Et examiner sans hâte les options qui s'offrent à lui, délivré de la pression de la droite qui vient d'éclater en trois morceaux avec l'émergence du parti Vox.

Car l'autre événement du scrutin est le retour de l'extrême droite, quarante-cinq ans après la fin du franquisme. Capitalisant sur la colère des patriotes espagnols face à



Christophe Lucet

Malgré la percée de Vox, le chef du Parti socialiste sort renforcé du scrutin.

Son problème : ne pas être l'otage des Catalans indépendantistes

la volonté sécessionniste qui agite la Catalogne, le parti de Santiago Abascal a passé la barre des 10 % : assez pour précipiter la déconfiture du Parti populaire, qui a aussi perdu gros sur son aile modérée avec la percée des centristes de Ciudadanos ; mais pas assez pour empêcher Sanchez de gouverner.

Dans un Parlement éclaté en cinq forces rivales - et plus quatre comme dans la précédente législature - le chef du PSOE a paradoxalement la partie plus facile. Renforcé et légitimé, Sanchez a un bon mois devant lui pour trouver la bonne formule : fin mai, les élections européennes, mais aussi les municipales et les régionales en Espagne, vont lui permettre de mesurer plus finement les rapports de force.

Le seul souci de Sanchez, mais il est de taille, est de trouver le moyen de ne pas devenir l'otage des élus indépendantistes catalans. Même si l'analyse du scrutin montre, qu'à Barcelone, c'est la ligne modérée d'Oriol Junqueras qui a triomphé de la ligne radicale de l'exilé Carles Puigdemont, le chef du gouvernement espagnol sait qu'il devra négocier la sortie de crise en Catalogne. Et qu'il ne doit pas le faire en position de faiblesse s'il veut éviter l'éclatement du pays.

ÇA VA FAIRE DU BRUIT

Aéronautique. Le régulateur américain (FAA) va effectuer un essai en vol « cette semaine ou la semaine prochaine » pour tester la mise à jour du système anti-décrochage MCAS équipant les Boeing 737 MAX et mis en cause dans les tragédies d'Ethiopian et de Lion Air.



« [Macron] a fait une série d'annonces, mais ce qui fait un collier, ce n'est pas les perles, c'est le fil. Et le fil, il n'y en a pas.

Le leader de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, hier, à Bordeaux.

30

L'association Sea Shepherd, ONG de défense des océans, a déposé plainte auprès du parquet de Boulogne-sur-Mer (62) contre l'aquarium Nausicaá, après la mort prématurée des 30 requins-marteaux du centre aquatique basé à Boulogne-sur-Mer.

SUD OUEST.fr

La destruction de la biodiversité est une menace aussi grande pour l'humanité que le réchauffement climatique.

Le coup de crayon de Large et Ulys



TROIS CLÉS POUR COMPRENDRE

Quels enseignements peut-on tirer de la mobilisation des gilets jaunes ?

Alors que l'acte XXIV des gilets jaunes a confirmé l'effritement du mouvement, réponses avec Magali Della Sudda, chargée de recherches au CNRS, et Vincent Tiberj, professeur à Sciences po Bordeaux

1 Quel est le portrait-robot du gilet jaune ?

À la faveur des premiers résultats de l'étude menée depuis mi-novembre sur ce mouvement et à laquelle participe Magali Della Sudda, plusieurs traits communs émergent. À commencer par leurs revendications dont les trois principales sont : « Le pouvoir d'achat, une réforme institutionnelle pour améliorer la représentation et la justice sociale. Mais, observe Magali Della Sudda, il n'y a rien sur l'immigration, ni sur la laïcité. »

Sur le profil des manifestants, là aussi des éléments apparaissent. « Parmi les personnes qui nous ont répondu, nous avons une forte proportion de femmes, souligne la chercheuse. Ce n'est pas du 50-50, mais on s'en rapproche. L'âge moyen est de 47 ans. Beaucoup sont concernés directement ou indirectement par la question du handicap et de l'invalidité. » Enfin, l'étude en cours fait apparaître un revenu moyen de « 1 800 euros par foyer ». « Ce sont des gens très modestes », appuie Magali Della Sudda.

2 Peut-on parler d'une crise de la représentation ?

Parmi les lignes de force qui soutiennent ce mouvement émerge aussi la réelle défiance des représentations habituelles. « Ce mouvement est très protéiforme, souligne Vincent Tiberj, mais il y a un



L'âge moyen au sein des gilets jaunes est de 47 ans, selon une étude à laquelle participe Magali Della Sudda. G. BONNAUD / « SO »

décrochage face à la représentation classique. C'est fini le temps du citoyen bien éduqué qui s'en remettait aux élites pour choisir pour lui. Cette culture de la déférence est terminée. »

Une analyse confirmée par les entretiens menés sur les ronds-points, comme le souligne Magali Della Sudda. « Pour trois-quarts des gilets jaunes, les partis n'ont pas leur place dans le mouvement. Tout comme les syndicats. On note aussi le refus de se positionner sur l'axe gauche-droite. » Mais ceux qui le font penchent « plutôt à gauche ». Si elle ne nie pas la présence « d'identitaires », elle affirme que « ce n'est pas le gros des troupes ».

3 Que peut devenir le mouvement ?

Se refusant à jouer les astrologues, Magali Della Sudda estime néan-

moins que « des changements très profonds » sont à l'œuvre. Pour Vincent Tiberj, l'avenir s'annonce, en revanche, « compliqué », en raison notamment de « la culture anti-chef » des gilets jaunes.

Une certitude : si le Grand Débat a rassemblé près de 2 millions de contributions, ce résultat mérite d'être nuancé à leurs yeux. « On n'a pas les mêmes chances de participer selon que l'on est un homme ou une femme, selon qu'on s'intéresse à la politique ou pas, qu'on est diplômé ou pas, souligne Vincent Tiberj. Rien que le mécanisme d'écrire sur Internet a exclu un certain nombre de citoyens. Tout cela renvoie à des inégalités sociales. »

Jefferson Desport

(1) Retrouvez cette interview sur www.tv7.com